

N°397  
JUN  
2023

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence  
France Trésor

page 1

Actualité  
économique

page 2

Données générales  
sur la dette

page 3

Marché  
secondaire

page 5

Dettes négociables  
de l'État

page 6

Économie française et  
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence  
France Trésor

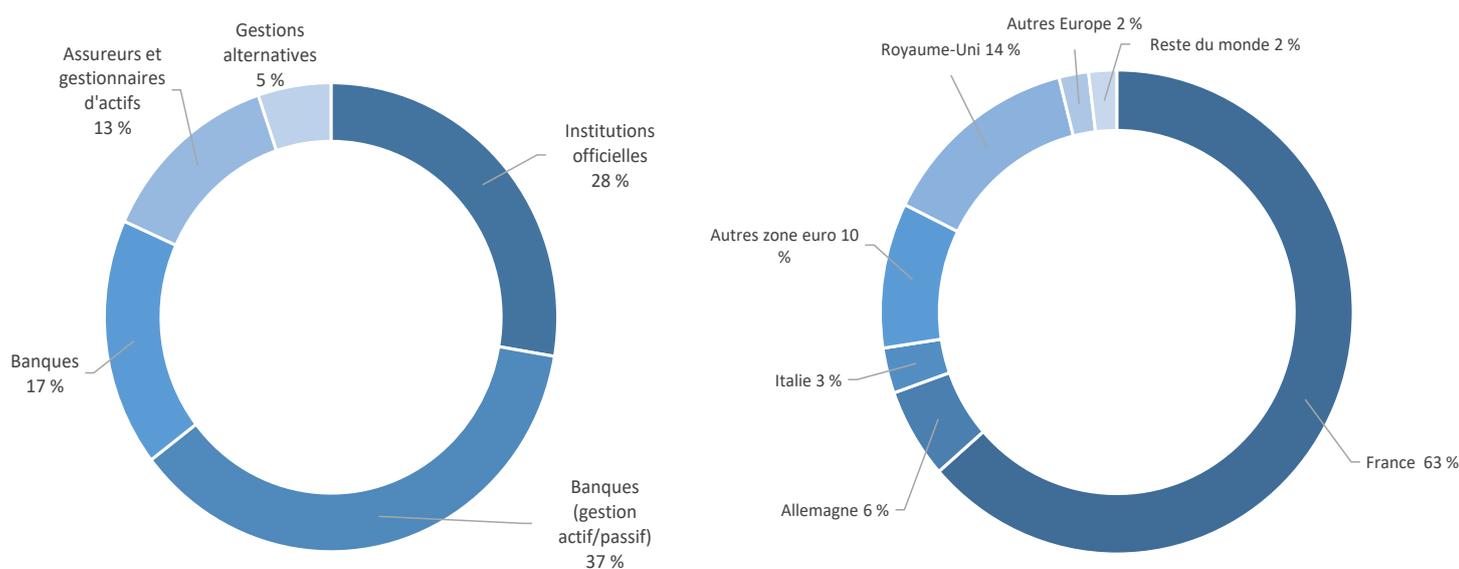
## LANCEMENT PAR SYNDICATION DE L'OATI 0,55 % 1ER MARS 2039

Comme envisagé en décembre 2022 [dans le programme indicatif de financement pour 2023](#), l'Agence France Trésor a lancé le mercredi 7 juin par syndication une nouvelle obligation indexée sur l'inflation française, l'OATi 0,55 % 1er mars 2039. Cette opération permet de prolonger de 3 ans la courbe des taux réels indexés sur l'inflation française en établissant un nouveau point au-delà de 15 ans. Elle permet également de maintenir la liquidité sur le marché des titres indexés sur l'inflation française, tandis que 18 milliards de titres d'OATi 2,10% 25 juillet 2023, ancien titre de référence à 15 ans lancé en 2008, seront remboursés le mois prochain.

La syndication a suscité un intérêt important de la part des investisseurs, qui s'est traduit par une demande totale record pour un produit indexé sur l'inflation française d'environ 22 milliards d'euros, dont 3 milliards d'euros ont été servis. Le taux de rendement réel à l'émission a été fixé 0,646 %. Ce taux réel correspond à un point mort d'inflation sous-jacent d'environ 2,6 % par rapport à l'émission d'un titre à taux fixe de même maturité.

Près de 140 investisseurs finaux ont souscrit à l'opération, nombre aussi ici record sur ce segment de marché. Le montant syndiqué a été alloué pour 37 % à des banques à des fins de gestion d'actif/passif, 28 % à des institutions officielles, 17 % à des banques (hors gestion actif/passif), 13 % à des assureurs et gestionnaires d'actifs, et 5 % à des gestions alternatives. D'un point de vue géographique, la distribution reflète, en cohérence avec la demande structurelle pour les OATi des établissements français collecteurs d'épargne réglementée, une forte demande de la part des investisseurs français (63% du montant alloué) et témoigne aussi d'une demande soutenue de la part des investisseurs européens pour les titres d'État français de maturité longue indexés sur l'inflation française.

### Allocation en termes de catégorie d'investisseurs et d'origine géographique pour l'OATi 0,55 % 1er mars 2039



Source : Agence France Trésor

Les chefs de file de cette opération étaient Barclays, BNP Paribas, Crédit Agricole CIB, Deutsche Bank et J.P. Morgan. Tous les spécialistes en valeurs du Trésor faisaient partie du syndicat. Il s'agissait de la seconde des deux syndications envisagées dans le programme indicatif de financement pour 2023.

Ily a trois mois, nous nous sommes demandé si les indices des directeurs d'achats (PMI) continuaient d'être de bons indicateurs avancés de la croissance dans la zone euro. Nous sommes parvenus à deux conclusions. D'abord, il faut toujours faire preuve de discernement, car les méthodes empiriques sont parfois trompeuses. Ensuite, la structure de l'économie évolue sans cesse et ce processus, déterminant pour la croissance à long terme, doit être analysé de manière plus approfondie. C'est là que les indices PMI peuvent être utiles. Notre première conclusion s'est révélée tout à fait juste : la croissance trimestrielle du PIB dans la zone euro au premier trimestre 2023 s'est établie à seulement 0,07 %, un taux bien en deçà de celui que les solides indices PMI, de 52 en moyenne au premier trimestre, laissaient entrevoir. Voyons à présent plus en détail ce que les indices PMI nous apprennent sur les évolutions de l'économie de la zone euro.

Les indices PMI publiés récemment font apparaître une grande hétérogénéité. Partant de niveaux comparables en décembre 2022, les indices PMI sectoriels de la zone euro ont suivi depuis des trajectoires très divergentes : l'indice PMI des services a progressé pour se hisser à 55,9 en mai 2023, tandis que l'indice PMI de l'industrie manufacturière a chuté à 44,8. L'écart entre ces deux indicateurs est d'une ampleur qui n'avait jamais été atteinte, même lors de l'effondrement du commerce mondial en 2008. Il est tentant d'étudier de plus près ce que cette divergence sans précédent peut éventuellement nous enseigner.

La première question qui nous est venue à l'esprit était de savoir si cet écart entre les indices PMI sectoriels contenait des informations nous permettant de prévoir la croissance. Nous avons simplement comparé trois modèles<sup>1</sup> de prévision de la croissance du PIB : le premier utilisait l'indice PMI composite, le deuxième les indices PMI globaux des services et de l'industrie manufacturière et le troisième était construit à partir de l'indice composite et de l'écart entre l'indice global des services et l'indice global de l'industrie manufacturière.

Nous avons constaté que tous les modèles avaient exactement le même pouvoir de prévision, sans observer de divergence significative à quelque moment que ce soit. La marge d'erreur moyenne est de  $\pm 25$  points de base ; elle est importante mais difficile à réduire avec des modèles plus élaborés ou des données supplémentaires. On touche simplement à la limite de l'utilité des indices PMI pour prévoir la croissance. Il est intéressant de noter que dans le modèle associant l'indice PMI composite et l'écart entre les indices globaux des services et de l'industrie manufacturière, cet écart n'est pas significatif. D'un point de vue statistique, les variations relatives des indices PMI sectoriels ne nous renseignent pas sur la croissance, en moyenne. Et c'est là le point le plus important : en moyenne, l'écart entre les secteurs n'a jamais présenté de variation significative, il s'est plutôt maintenu à l'intérieur d'une fourchette. Il n'est donc pas surprenant que sa variance ait une faible valeur explicative de la croissance dans la zone euro.

Nous pouvons appliquer ce raisonnement en centrant notre analyse sur la conjoncture actuelle, et non sur la moyenne. L'indice PMI composite dénote une croissance trimestrielle du PIB de 0,4 % au deuxième trimestre 2023, mais le modèle désagrégé indique une croissance de 0,2 %, notre prévision actuelle, car il donne une pondération plus importante au secteur manufacturier (45 %). La divergence entre les secteurs est donc, à tout le moins, un signal d'alerte. En d'autres termes, l'écart a une importance !

La deuxième question sur laquelle nous nous sommes penchés était de savoir si les indices PMI étaient des indicateurs intéressants pour prévoir les évolutions sectorielles. En nous concentrant sur le secteur manufacturier, nous avons examiné les corrélations simples (sur des périodes mobiles) entre l'indice PMI global de l'industrie manufacturière et les taux de croissance mensuel et annuel de la production industrielle (PI) dans la zone euro.

Notre première conclusion est que la corrélation entre les indices PMI et les taux de croissance mensuels de la PI est très faible (inférieure à 20 % en moyenne). En général, les indices PMI ne sont pas performants pour prévoir les variations volatiles successives de la PI. Toutes les règles ont des exceptions : les indices PMI ont réussi à prévoir l'évolution de la PI pendant la crise financière mondiale. La corrélation des indices PMI avec les taux de croissance annuels de la PI est bien plus élevée (proche de 80 %). Ce résultat est un peu surprenant, étant donné que les questions posées aux entreprises dans le cadre des enquêtes PMI portent sur les variations mensuelles de l'activité. Toutefois, cela montre sans doute seulement que la forte volatilité mensuelle de la PI est trop difficile à capter au moyen d'un outil aussi simple qu'une enquête.

Que pouvons-nous déduire de tous ces éléments pour les mois à venir ? Il ressort d'une simple régression de la croissance annuelle de la PI sur l'indice PMI manufacturier que l'indice PMI du mois de mai (44,8) implique un taux de croissance annuel de la PI d'environ -5 %. Le dernier point de données connu étant -2,1 % en mars, nous devrions nous attendre, semble-t-il, à une forte détérioration. Mais les taux de croissance annuels peuvent être difficiles à interpréter lorsque l'économie est soumise à de nombreux chocs : même s'ils restent stables, les indices de la PI publiés en mai et juin suffiront à baisser le taux de croissance annuel à -5 %, en raison d'effets de base importants. Dans tous les cas, les indices PMI suggèrent que la PI, exprimée sur une base mensuelle, est peu susceptible de se redresser.

Quelles conclusions en tirer ? De toute évidence, les indices PMI sont un indicateur précieux de l'état de l'économie en temps réel. En moyenne, ils sont étonnamment fiables. Le seuil de 50 correspond effectivement à une croissance nulle du PIB. Les indices PMI nous renseignent aussi sur les tendances, les incertitudes et la confiance des entreprises, entre autres. Mais leur corrélation avec les données objectives peut être plus faible que nous le voudrions, voire inexistante en période de forte volatilité. Ces indices nous fournissent également des informations sur la structure de l'économie, et la divergence importante observée aujourd'hui entre les secteurs n'est pas de bon augure pour la croissance.

<sup>1</sup> Il s'agit de modèles de régression estimés sur la période 1998-2019. L'indice PMI composite regroupe les services et l'industrie manufacturière avec des pondérations qui varient au fil du temps (le poids des services, qui était de 60 % il y a vingt ans, représente 73 % aujourd'hui), de sorte que nos modèles ne sont pas de simples combinaisons différentes des mêmes facteurs.

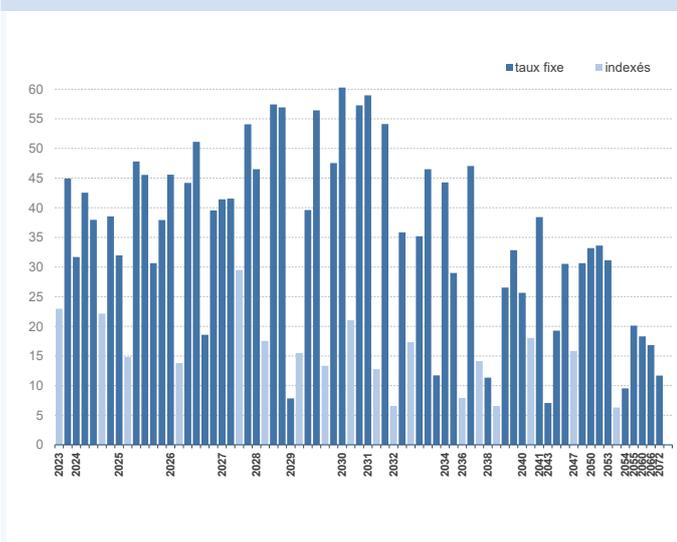
### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
<b>Juillet 2023</b>	date d'adjudication	3	10	17	24	31	20	6	20
	date de règlement	5	12	19	26	02/08	24	10	24
<b>Août 2023</b>	date d'adjudication	7	14	21	28	/	17	3	17
	date de règlement	9	16	23	30	/	21	7	21

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 MAI 2023

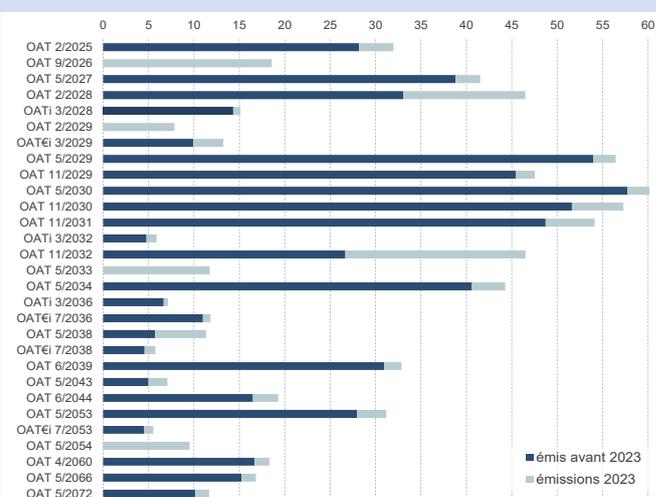
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 MAI 2023

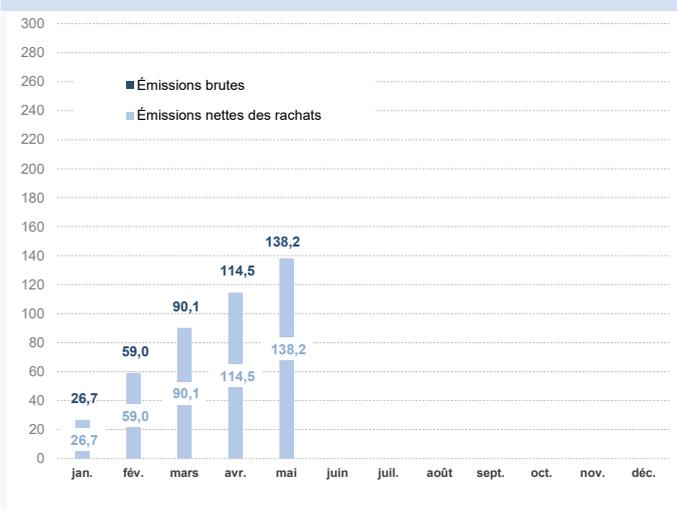
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 31 MAI 2023

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 MAI 2023

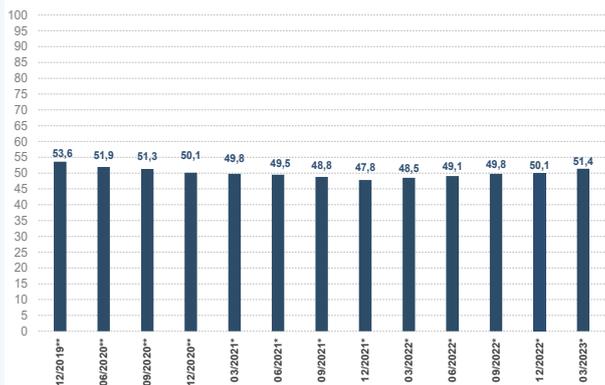
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
juin-23	0,7	
juil-23	2,6	23,2
août-23		
sept-23	0,5	
oct-23	8,3	44,9
nov-23	2,5	
déc-23		
janv-24		
févr-24	0,6	31,7
mars-24	0,1	42,5
avr-24	8,4	
mai-24	10,0	37,9

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2023

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



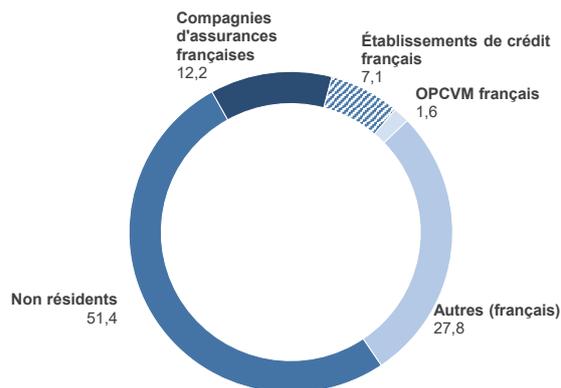
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2023

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 MAI 2023

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>2 191 190 231 791</b>
Encours démembré	49 441 500 400
Durée de vie moyenne	9 ans et 57 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>156 059 000 000</b>
Durée de vie moyenne	123 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 347 249 231 791</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 208 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 31 MAI 2023

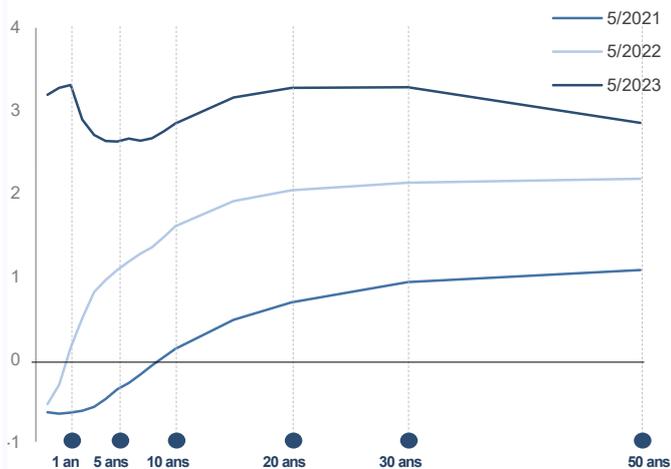
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2020	Fin 2021	Fin 2022	Fin avril 2023	Fin mai 2023
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>2 001</b>	<b>2 145</b>	<b>2 278</b>	<b>2 352</b>	<b>2 347</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	236	262	271	276
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 839</b>	<b>1 990</b>	<b>2 129</b>	<b>2 202</b>	<b>2 191</b>
<b>Court Terme</b>	162	155	148	150	156
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	73 jours	153 jours	184 jours	181 jours	208 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

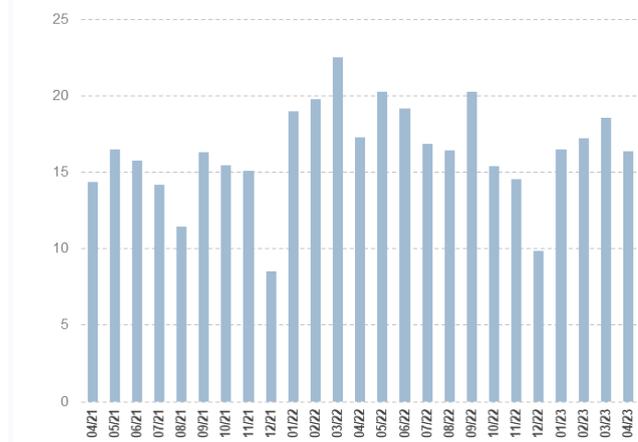
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

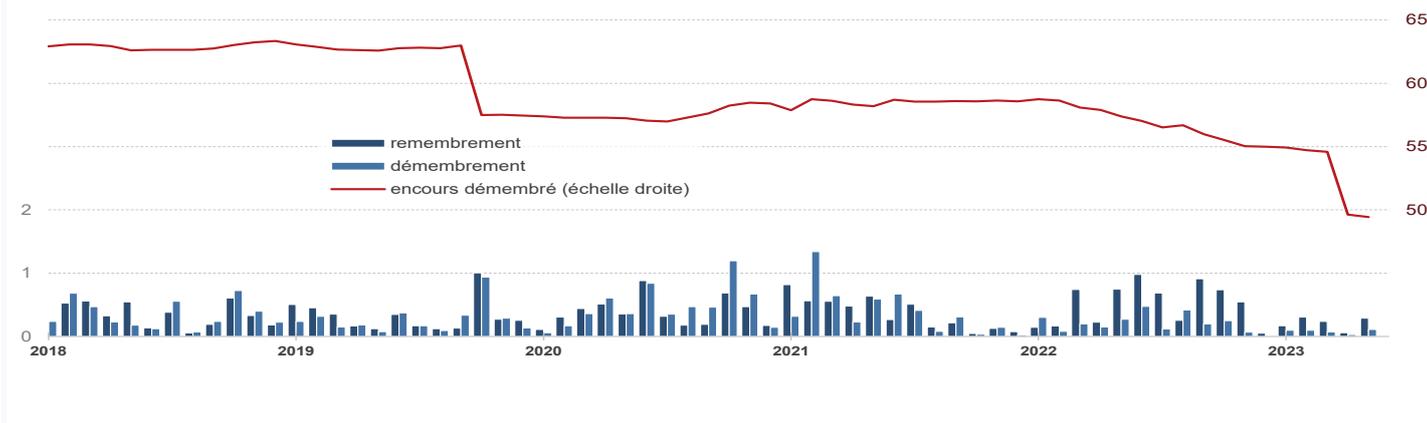
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

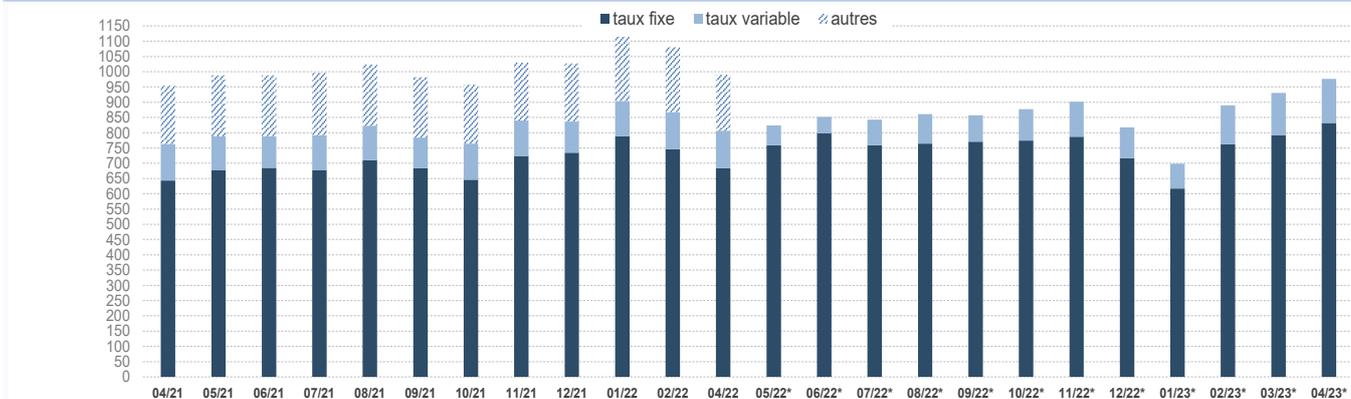
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



\*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT

**DETTE À COURT TERME AU 31 MAI 2023**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0127462887	BTF 1 juin 2023	3 374 000 000
FR0127613448	BTF 7 juin 2023	5 293 000 000
FR0127176396	BTF 14 juin 2023	7 311 000 000
FR0127613455	BTF 21 juin 2023	5 660 000 000
FR0127613463	BTF 28 juin 2023	6 601 000 000
FR0127921098	BTF 5 juillet 2023	5 567 000 000
FR0127317016	BTF 12 juillet 2023	6 536 000 000
FR0127921106	BTF 19 juillet 2023	6 143 000 000
FR0127613471	BTF 26 juillet 2023	5 992 000 000
FR0127921114	BTF 2 août 2023	5 323 000 000
FR0127317024	BTF 9 août 2023	7 425 000 000
FR0127921122	BTF 16 août 2023	5 675 000 000
FR0127613489	BTF 23 août 2023	6 509 000 000
FR0127317032	BTF 6 septembre 2023	6 198 000 000
FR0127921155	BTF 20 septembre 2023	8 344 000 000
FR0127462895	BTF 4 octobre 2023	6 936 000 000
FR0127921171	BTF 18 octobre 2023	5 446 000 000
FR0127462903	BTF 1 novembre 2023	6 485 000 000
FR0127462911	BTF 29 novembre 2023	12 535 000 000
FR0127613497	BTF 24 janvier 2024	7 455 000 000
FR0127613505	BTF 21 février 2024	6 668 000 000
FR0127613513	BTF 20 mars 2024	8 109 000 000
FR0127921064	BTF 17 avril 2024	8 376 000 000
FR0127921072	BTF 15 mai 2024	2 098 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 - 2026) AU 31 MAI 2023**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2023</b>		<b>67 894 186 880</b>				
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	22 976 186 880 (1)	1,27306	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			473 575 000	
<b>Échéance 2024</b>		<b>172 851 456 210</b>				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	22 158 456 210 (1)	1,23659	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
<b>Échéance 2025</b>		<b>208 724 797 388</b>				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	31 960 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	14 844 869 270 (1)	1,16039	12 793 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	45 530 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 733 264 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>212 817 666 000</b>				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	13 805 666 000 (1)	1,16014	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000			0	x
FR001400FYQ4	OAT 2,50% 24 septembre 2026	18 580 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2027 ET PLUS) AU 31 MAI 2023**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2027</b>		<b>166 580 772 300</b>				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	41 534 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	29 501 772 300 (1)	1,30130	22 671 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	54 099 000 000			0	
<b>Échéance 2028</b>		<b>178 431 092 488</b>				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	46 492 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	17 524 024 420 (1)	1,15846	15 127 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	35 068 068 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	57 437 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	56 943 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>180 262 409 865</b>				
FR001400HI98	OAT 2,75% 25 février 2029	7 847 000 000			0	x
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	15 484 129 920 (1)	1,17162	13 216 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			1 788 346 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	56 452 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	13 330 399 487 (1)	1,45130	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	47 530 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>138 608 102 400</b>				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	60 294 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	21 035 102 400 (1)	1,22070	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	57 279 000 000			0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>125 886 072 840</b>				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	58 987 000 000			53 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	12 765 072 840 (1)	1,16194	10 986 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	54 134 000 000			0	x
<b>Échéance 2032</b>		<b>141 470 899 170</b>				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	6 558 980 490 (1)	1,11339	5 891 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	35 865 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	17 348 596 080 (1)	1,50504	11 527 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 080 057 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	46 506 000 000			0	x
<b>Échéance 2033</b>		<b>11 739 000 000</b>				
FR001400H7V7	OAT 3,00% 25 mai 2033	11 739 000 000			0	x
<b>Échéances 2034 et plus</b>		<b>585 923 776 250</b>				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	44 284 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			1 904 837 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	7 912 324 130 (1)	1,11019	7 127 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	47 051 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	14 155 677 900 (1)	1,19730	11 823 000 000	0	x
FR0014009062	OAT 1,25% 25 mai 2038	11 345 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	6 551 958 980 (1)	1,14086	5 743 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 540 041 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	32 852 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	25 660 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	18 024 836 060 (1)	1,39414	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			3 968 799 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	7 068 000 000			0	x
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	19 273 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	30 557 000 000			903 110 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	15 827 023 380 (1)	1,21494	13 027 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			640 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			178 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	33 622 000 000			692 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	31 169 000 000			183 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	6 308 955 800 (1)	1,14086	5 530 000 000	0	x
FR001400FTH3	OAT 3,00% 25 mai 2054	9 516 000 000			15 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 123 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	18 312 000 000			8 882 452 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	16 828 000 000			1 147 300 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	11 665 000 000			91 200 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[2] valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	0,7 %	04/2023
Consommation des ménages*, glissement annuel	-4,0 %	05/2023
Taux de chômage (BIT)	7,1 %	T1-2023
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	5,1 %	05/2023
• ensemble hors tabac	5,0 %	05/2023
Solde commercial, fab-fab, cvs	-8,4 Md€	04/2023
" "	-9,7 Md€	03/2023
Solde des transactions courantes, cvs	-0,1 Md€	04/2023
" "	0,3 Md€	03/2023
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,99 %	30/6/2023
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	3,60 %	30/6/2023
Euro / dollar	1,09	30/6/2023
Euro / yen	157,58	30/6/2023

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

			niveau à la fin avril		
	2021	2022	2021	2022	2023
Solde du budget général	-171,52	-158,20	-77,23	-51,07	-68,79
Recettes	324,95	354,74	86,24	104,01	99,53
Dépenses	496,47	512,94	163,48	155,08	168,32
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,79	6,73	-14,13	-16,25	-14,92
Solde général d'exécution	-170,73	-151,47	-91,37	-67,32	-83,71

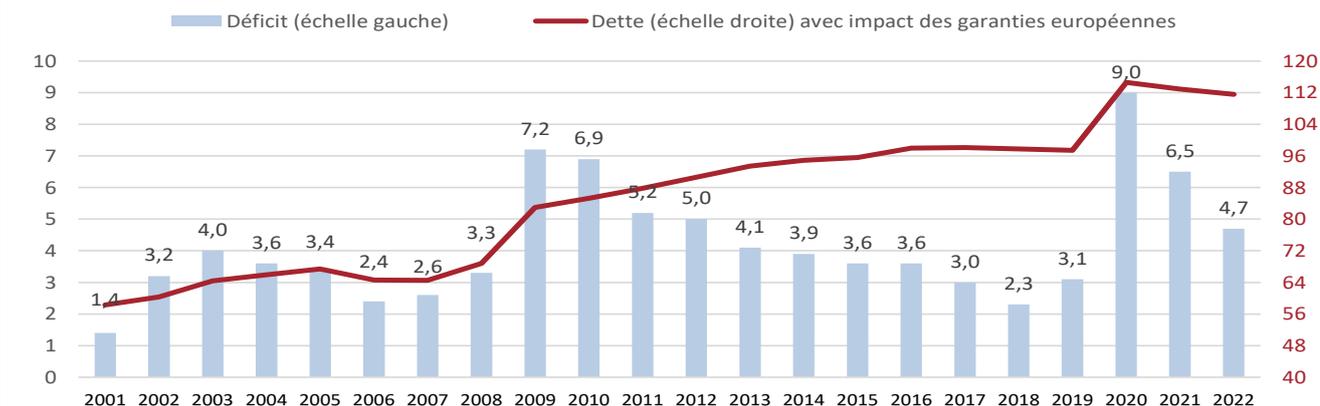
\* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

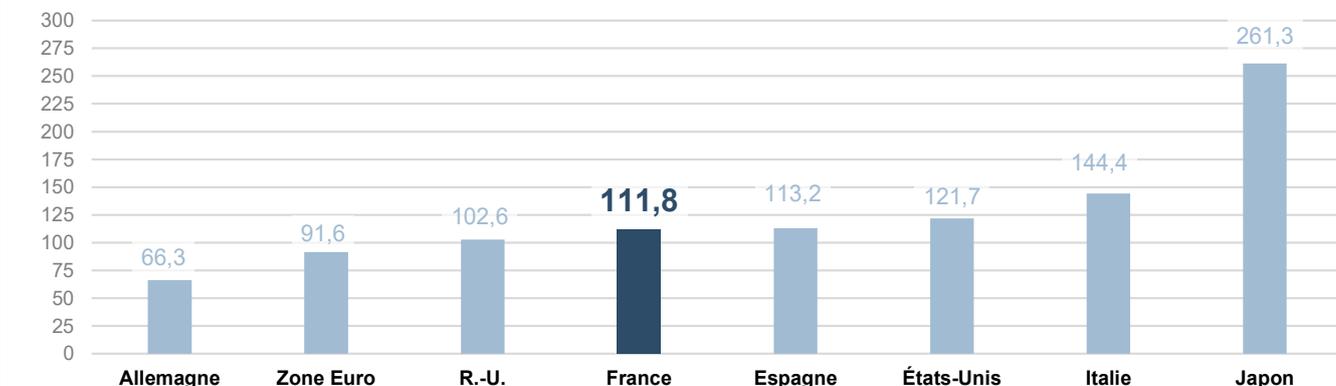
EN % DU PIB



Source : Insee

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2022

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

JUILLET 2023 

<b>5</b> Indice de la production industrielle en mai	<b>7</b> Balance des paiements	<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en mai	<b>13</b> Indice des prix à la consommation en juin - résultats définitifs	<b>13</b> Réserves nettes de change en juin	<b>19</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de juin
<b>20</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juillet	<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juillet	<b>28</b> Comptes nationaux trimestriels - première estimation	<b>28</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en juin	<b>28</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en juin	<b>30</b> Indice des prix à la consommation en juillet - résultats provisoires

AOÛT 2023 

<b>4</b> Emploi salarié : première estimation Q3	<b>4</b> Indice de la production industrielle en juin	<b>8</b> Balance des paiements	<b>8</b> Commerce extérieur en valeur en juin	<b>11</b> Indice des prix à la consommation en juillet - résultats définitifs	<b>11</b> Taux de chômage au sens du BIT
<b>14</b> Réserves nettes de change en juillet	<b>18</b> Inflation de la zone euro (IPCH) : indice définitif de juillet	<b>24</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en août	<b>29</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en août	<b>31</b> Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés	<b>31</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en juillet
<b>31</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en juillet	<b>31</b> Indice des prix à la consommation en août - résultats provisoires				

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau  
 Rédaction : Agence France Trésor  
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole «© Agence France Trésor ».